

Solucom

Rapport financier semestriel au 30 septembre 2011

Sommaire

Déclaration des personnes responsables.....	3
Rapport semestriel d'activité	4
1. Analyse des résultats de Solucom	4
2. Activité de Solucom durant le semestre	5
3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice	6
4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir	6
5. Principales transactions avec les parties liées.....	9
Comptes consolidés.....	10
Notes annexes aux états financiers consolidés.....	15
1. Principes et méthodes comptable	15
2. Périmètre de consolidation.....	21
3. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat	21
Rapport des Commissaires aux Comptes	41
I. Conclusion sur les comptes	41
II. Vérification spécifique	41

Déclaration des personnes responsables

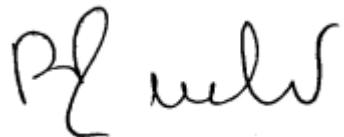
J'atteste, à ma connaissance,

que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables, et notamment conformément à la norme IAS 34, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et

que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris La Défense le 21 novembre 2011

Pascal Imbert, Président du Directoire



Rapport semestriel d'activité

1. Analyse des résultats de Solucom

Les comptes semestriels au 30 septembre 2011 consolident Solucom, Idesys, Solucom DV, New'Arch, KLC et Cosmosbay~Vectis sur 6 mois.

Les comptes au 31 mars 2011, ainsi que ceux au 30 septembre 2010, auxquels il est également fait référence dans ce document, consolident Solucom, Idesys, Arcome SAS, Solucom DV, New'Arch, KLC et Cosmosbay~Vectis respectivement sur 12 et 6 mois.

Les comptes au 30 septembre 2011, ainsi que les comptes au 30 septembre 2010 et au 31 mars 2011, sont établis selon le référentiel comptable international IFRS. Les états financiers qui présentent ces comptes suivent la recommandation n°2009-R.03 du 2 juillet 2009 du CNC. Les soldes intermédiaires de gestion qui figurent dans ces états et qui sont commentés dans la suite de ce document sont donc ceux définis par le CNC.

Le chiffre d'affaires consolidé au 30 septembre 2011 s'établit à 50 048 K€ contre 52 376 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent, soit une décroissance de 4%.

Le résultat opérationnel courant est de 4 090 K€ (après participation des salariés). Il connaît une diminution de 43% par rapport à celui du 1^{er} semestre de l'exercice précédent qui s'élevait à 7 183 K€. La marge opérationnelle courante, obtenue en divisant le résultat opérationnel courant par le chiffre d'affaires, est de 8,2%, à comparer à 13,7% au 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel est de 4 089 K€, en baisse de 43% par rapport au résultat opérationnel du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui s'établissait à 7 183 K€.

Le coût de l'endettement financier net s'élève à 15 K€ sur la période. Ce solde comprend 41 K€ de produits financiers et 56 K€ de charges financières sur la période. Ce chiffre est à comparer à un coût de l'endettement financier net de 81 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent.

Le résultat avant impôt est de 4 067 K€, en diminution de 43% par rapport au résultat avant impôt du 1^{er} semestre de l'exercice précédent, qui était de 7 089 K€.

Le résultat net de la période s'établit à 2 018 K€, soit une marge nette de 4,0%. Ce résultat régresse de 52% par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, pour lequel le résultat net de la période était de 4 202 K€, soit une marge nette de 8,0%.

Il n'y a pas d'intérêts minoritaires. Le résultat net part du groupe est donc également de 2 018 K€, contre 4 202 K€ pour le 1^{er} semestre de l'exercice précédent, soit une diminution de 52%.

Les capitaux propres s'élèvent à 40 663 K€ au 30 septembre 2011 contre 40 040 K€ au 31 mars 2011.

La trésorerie nette du cabinet Solucom est de 7 947 K€, contre une trésorerie nette de 9 489 K€ au 31 mars 2011 et un endettement financier net de 2 499 K€ au 30 septembre 2010. L'évolution de la trésorerie nette depuis le 31 mars 2011 prend en compte l'augmentation de 2 151 K€ du besoin en fonds de roulement sur la période.

Au 30 septembre 2011, le besoin en fonds de roulement représente 4,3% du chiffre d'affaires en rythme annuel, contre 2,4% au 31 mars 2011 et 10,7% au 30 septembre 2010.



Enfin, les comptes individuels de Solucom font ressortir un chiffre d'affaires de 29 285 K€, en décroissance de 4%, contre 30 437 K€ sur le premier semestre de l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation de la société Solucom s'établit, quant à lui, à 2 949 K€, représentant une marge d'exploitation de 10,1%. Pour mémoire, le résultat d'exploitation du premier semestre 2010/11 s'élevait à 4 331 K€, soit une rentabilité de 14,2%.

2. Activité de Solucom durant le semestre

Au premier semestre 2011/12, Solucom a réalisé un chiffre d'affaires de 50,0 M€, en décroissance de 4%, pénalisé comme attendu par le tassement de 6% de ses effectifs au cours du dernier exercice.

Le taux d'activité s'est maintenu à 85%, niveau identique à celui de l'exercice précédent. Ce chiffre est un peu supérieur au taux normatif du cabinet, situé entre 82% et 84%.

Le prix de vente journalier moyen a légèrement progressé à 716 €, contre 713 € sur l'ensemble du dernier exercice. Cette progression s'inscrit dans la lignée du mouvement amorcé en fin d'exercice précédent.

Sur le plan des ressources humaines, les actions mises en place depuis un an ont porté leurs fruits.

La campagne de recrutement 2011/12 peut d'ores et déjà être considérée comme un succès. À fin septembre 2011, en dépit d'un marché de l'emploi très tendu, 179 recrutements sont déjà connus, contre 100 à fin septembre 2010.

Parallèlement, le turn-over a continué sa décrue pour s'établir à 16% en rythme annuel, contre 20% sur l'exercice 2010/11.

Ces résultats sont les fruits des initiatives RH lancées ces douze derniers mois : nouvelle stratégie en matière de ressources humaines, renforcement des équipes ressources humaines et recrutement, nouveaux moyens de *sourcing* et dynamisation de la politique salariale.

La réussite de ces initiatives, qui constituait un enjeu majeur du cabinet en 2011/12, a permis à Solucom de renouer avec la croissance de ses effectifs, avec 919 collaborateurs au 30 septembre 2011, contre 915 au 31 mars dernier.

Comme annoncé, l'exercice en cours marque le retour à la saisonnalité habituelle du cabinet, caractérisée par une marge opérationnelle courante du 1^{er} semestre inférieure à celle attendue sur l'ensemble de l'exercice.

Le résultat opérationnel courant s'est ainsi établi à 4,1 M€, soit une marge opérationnelle courante de 8,2%, conforme au plan de marche annuel du cabinet.

Cette marge résulte, d'une part, de la bonne tenue des indicateurs d'activité et, d'autre part, de l'accélération des investissements liés à la mise en œuvre du plan stratégique « Solucom 2015 ».

Après prise en compte du coût de l'endettement financier net et de l'impôt sur les résultats, qui comprend pour mémoire la CVAE, le résultat net part du groupe sur le semestre s'établit à 2,0 M€, contre 4,2 M€ sur la même période de l'exercice précédent. La marge nette du semestre s'élève ainsi à 4,0%.

Au 30 septembre 2011, la trésorerie nette de Solucom s'élevait à 7,9 M€, contre un endettement financier net de 2,5 M€ à la fin du 1^{er} semestre 2010/11. Les capitaux propres ont continué de se renforcer, à 40,7 M€ au 30 septembre 2011, contre 40,0 M€ au 31 mars 2011.



3. Évolution prévisible de l'activité de Solucom jusqu'à la clôture de l'exercice

Le 2nd semestre a débuté dans un contexte troublé par la crise financière et des craintes de plus en plus précises de ralentissement de l'activité économique. Concentrés dans un premier temps sur le secteur de la banque, les effets de ce contexte s'étendent progressivement aux autres secteurs d'activité avec des perspectives de réduction des dépenses en 2012, voire dès fin 2011.

Solucom estime que les premiers mois de l'année 2012 seront marqués par un marché difficile, avec un ralentissement de l'activité perceptible dès fin 2011.

Des éléments permettant toutefois de relativiser cet assombrissement. Le rôle désormais clé du système d'information dans le cœur de métier des entreprises et le retour des projets de réduction des dépenses devraient jouer un rôle d'amortisseur. En parallèle, les moteurs de transformation des entreprises sont toujours aussi présents : pression concurrentielle, évolution technologique, mutation de l'environnement réglementaire.

Le contexte de fléchissement de la demande et l'attentisme plus marqué des clients a conduit à un recul du carnet de commandes au cours des derniers mois, ce dernier s'établissant à 2,8 mois à fin septembre 2011 contre 3,2 mois à la fin du mois de juin.

En dépit de ce contexte, Solucom a décidé de préserver l'essentiel de ses actions de développement. Le cabinet continue en particulier à embaucher, tout en intégrant une dose de prudence dans son plan de recrutement. En matière de croissance externe, Solucom poursuit également ses actions, en resserrant toutefois ses critères de décision. Enfin, les efforts de développement à l'international sont maintenus, à travers les partenariats et les efforts de prospection ciblés déjà engagés.

Parallèlement, le cabinet a décidé d'intensifier son effort de *business development* en renforçant ses équipes commerciales, en mobilisant de manière accrue le management sur l'avant-vente et en privilégiant la visibilité dans l'arbitrage des affaires.

Afin de tenir compte du durcissement rapide de son marché, Solucom préfère par prudence ajuster son objectif de chiffre d'affaires annuel, en le positionnant entre 108 M€ et 112 M€ à périmètre constant, contre 110 M€ à 115 M€ initialement.

L'objectif de réaliser une marge opérationnelle courante annuelle comprise entre 10% et 12% est confirmé.

Sur le plan de l'organisation juridique du cabinet, Solucom poursuit la simplification progressive de ses structures. Dans ce cadre, après consultation des instances représentatives des sociétés concernées, les structures juridiques Idesys et KLC seront absorbées par leur société-mère Solucom, par une opération de transmission universelle du patrimoine qui devrait intervenir le 31 décembre 2011. Cette opération ne modifie en rien l'organisation opérationnelle du cabinet.

4. Informations sur les risques et incertitudes pour le semestre à venir

Les risques qui sont cités dans cette section sont ceux qui, d'après la société, présentent les impacts potentiels les plus significatifs ou la probabilité d'occurrence la plus élevée.

Risque lié au contexte économique

L'existence de cycles économiques, de plus en plus rapprochés, et possiblement de forte amplitude, peut faire peser des incertitudes sur l'activité de Solucom. Cela peut se traduire par des restrictions budgétaires chez ses clients, des arrêts de projets et, de manière plus générale, par une contraction du volume de la demande simultanément à une hausse du niveau de concurrence.

Dans de tels cas de figure, Solucom a historiquement toujours su prendre des mesures pour minimiser l'impact de ces difficultés.



L'exercice 2011/12 connaît à partir de l'été un ralentissement, qui conduit les clients du cabinet à prendre des mesures de prudence quant à leur budget d'investissement pour 2012. Pour pallier les effets de la crise, Solucom a mis en place plusieurs mesures comme le renforcement de son équipe commerciale. Par ailleurs, Solucom se laisse également la possibilité d'arbitrer le maintien de ses investissements en termes de recrutement ou de développement à l'international.

Risque lié aux ressources humaines

La réussite du développement de Solucom passe impérativement par le recrutement et la fidélisation de collaborateurs à fort potentiel. Le modèle de recrutement de Solucom repose sur l'embauche de jeunes diplômés, issus des meilleures grandes écoles et universités.

Le recrutement est un défi important pour Solucom, compte tenu de la forte compétition qui existe structurellement sur l'embauche des profils recherchés par le cabinet.

Afin de maîtriser ce facteur clé de succès essentiel, Solucom consent chaque année un investissement important en matière de recrutement.

Au-delà du recrutement, la maîtrise du turnover représente un 2nd défi, les cadres ayant une expérience en cabinet de conseil étant fortement recherchés.

La maîtrise du turn-over est de la responsabilité conjointe du management et des responsables ressources humaines du cabinet. Le turnover s'est établi à 20% pour l'exercice 2010/11, contre 8% en 2009/10. Les nombreuses initiatives lancées en 2010/11 permettent au cabinet Solucom de réduire significativement ce rythme de turn-over au cours de l'exercice 2011/12 (16% en rythme annuel au 30 septembre 2011).

Risque lié aux acquisitions

La stratégie de croissance externe de Solucom conduit régulièrement à l'intégration de nouvelles sociétés. Pour chaque acquisition, Solucom recherche systématiquement à s'assurer de l'adhésion du management de la société acquise au projet industriel commun. Ces réflexions amont permettent ensuite de faciliter le processus d'intégration et de limiter le risque de départ des personnes-clés.

Lors du processus d'intégration d'une nouvelle société, Solucom veille à :

- déployer rapidement les outils de gestion du cabinet au sein de la nouvelle entité afin de disposer dans les meilleurs délais d'une vision fine de l'activité opérationnelle ;
- instaurer des synergies de revenus, notamment en travaillant à déployer les savoir-faire de la société acquise auprès des clients existants du cabinet ;
- homogénéiser les processus opérationnels, pour une meilleure efficacité, et à rechercher les mutualisations possibles, pour diminuer les coûts.

Le modèle d'intégration mis au point par Solucom a, en règle générale, démontré son efficacité et permis de réaliser rapidement une progression sensible des performances opérationnelles des sociétés acquises.

Pour autant, il existe des risques inhérents attachés à toute opération de croissance externe et Solucom ne peut garantir une efficacité systématique de son modèle d'intégration.

Ainsi, Cosmosbay-Vectis, la dernière société intégrée au sein du cabinet, a connu une baisse importante de ses performances au cours de son intégration, il est vrai, dans un contexte économique particulièrement difficile.

Dans le contexte d'un marché en ralentissement en 2011/12, Solucom a décidé de resserrer ses critères de cible de croissance externe afin d'éviter la reproduction de telles difficultés.



Enfin, du fait de la réorganisation par practices en 2010/11, le cabinet Solucom devra sans doute adapter son modèle d'intégration pour les futures acquisitions. Il attachera une attention particulière aux thèmes portant sur le modèle commercial et les pratiques en matière de ressources humaines.

Suivi des écarts d'acquisition

Il n'y a pas d'indice de perte de valeur identifié sur les sociétés Cosmosbay-Vectis, New'Arch, Solucom DV et Idesys, que ce soit sur le plan de l'intérêt stratégique de la société dans le cadre de l'activité du cabinet (portefeuille client et compétences) que sur le plan des perspectives d'avenir.

Un indice de perte de valeur a été identifié sur la société KLC, qui a enregistré une perte d'exploitation de 78k€ sur le semestre. Concernant cette société, l'actualisation du test de dépréciation, dans le cadre des normes comptables IFRS, confirme qu'il n'y a pas lieu de constater de dépréciation de l'écart d'acquisition de KLC au 30 septembre 2011.

Risque juridique

L'activité du cabinet Solucom n'est pas soumise à une réglementation spécifique.

Les responsables fonctionnels, notamment responsables ressources humaines (dans le domaine du droit social) et la direction financière (dans le domaine du droit commercial), apportent un soutien aux opérationnels lorsqu'ils sont confrontés à des cas particuliers qui ne sont pas prévus par une procédure interne. Ces responsables fonctionnels s'appuient eux-mêmes sur des conseils externes spécialisés.

Dans le cadre des prestations réalisées pour ses clients, Solucom est régulièrement amené à souscrire à des engagements contractuels nécessitant un suivi particulier. Il s'agit, par exemple, d'engagements de confidentialité, d'engagements d'exclusivité, etc.

Ces engagements sont pris sous la responsabilité des dirigeants de chaque entité du cabinet, avec, le cas échéant, faculté de délégation à certains managers. Ces dirigeants ont la charge d'assurer la traçabilité de ces engagements, et la mise en œuvre des dispositions permettant d'en garantir le respect.

Risque de mise en cause de la responsabilité civile professionnelle de Solucom

Le cabinet est couvert par un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle et exploitation, qui offre les garanties suivantes :

- responsabilité civile exploitation
 - ▶ dommages corporels 10,0 millions d'euros par sinistre,
 - ▶ dommages matériels/immatériels consécutifs 10,0 millions d'euros par sinistre
- responsabilité civile professionnelle
 - ▶ dommages matériels/immatériels consécutifs ou non 5,0 millions d'euros par sinistre et par an.

Une franchise de 75 milliers d'euros a été prévue dans le cadre de ce contrat au titre de la responsabilité civile professionnelle.

Risque sur les projets forfaits

Les prestations forfaits représentent chaque année entre 30 et 40% du chiffre d'affaires du cabinet (39% en 2010/11, 32% au 30/09/11).

Solucom a mis en place un suivi rigoureux des projets, les outils de gestion utilisés au sein du cabinet venant à l'appui de ce suivi.



Chaque projet forfaitaire est découpé en lots indépendants. Un chef de projet est systématiquement désigné pour chaque lot. Ce chef de projet a la responsabilité de la conduite des prestations à réaliser et du pilotage des intervenants sur le lot.

Chaque mois, il analyse les charges imputées par chacun des intervenants sur le lot et établit une nouvelle prévision du reste à faire, ces éléments permettant de dégager un taux d'avancement, le chiffre d'affaires reconnu sur le mois et, le cas échéant, des jours de dépassement des charges budgétées sur le lot.

Cette analyse, qui remonte automatiquement au management dans les 1ers jours du mois, permet d'identifier les dérives au plus vite et de déclencher en conséquence les actions correctrices nécessaires.

Sur les dernières années, le niveau de dépassement moyen n'a jamais excédé 2% du total des jours de présence des équipes productives hors congés (0% en 2010/11, -1,1% au 30/09/11).

Risque lié au système d'information

Avec la croissance, le système d'information représente un actif de plus en plus important pour Solucom. Il permet de gérer l'activité commerciale et opérationnelle, de produire les états financiers, de communiquer en interne et en externe, et, enfin, de consolider et d'organiser la gestion des bases de connaissances diffusées auprès de l'ensemble des collaborateurs du cabinet. Un plan de continuité informatique a été mis en œuvre afin d'être en mesure de redémarrer dans des délais maîtrisés chacun des services essentiels du système, quel que soit l'incident rencontré, sauf en cas de sinistre global. En outre, afin de se prémunir contre les effets d'un sinistre global, une sauvegarde est effectuée quotidiennement, un jeu de sauvegarde complet étant envoyé chaque semaine à l'extérieur des locaux.

Enfin, le système est protégé contre les intrusions et agressions externes par des moyens à l'état de l'art en matière de sécurité informatique.

Risques dans l'exécution des missions

Pour assurer la qualité de l'exécution des missions, le cabinet dispose d'un ensemble de méthodes et les responsables de missions bénéficient de formations spécifiques leur permettant de développer les compétences les plus avancées dans leurs domaines d'interventions. Ces responsables de missions s'assurent du respect le plus strict du cahier des charges validé par le client et du pilotage de la mission, en lien direct avec les opérationnels côté client.

Le cabinet Solucom a mis en place un pilotage des risques qualité permettant de suivre mensuellement les incidents suspectés ou avérés et leur résolution via l'exécution de plans d'action spécifiques.

Pour autant, il peut s'avérer que la difficulté d'exécution de la prestation ait été sous-estimée et/ou que certains éléments n'aient pas été clairement définis dans le cahier des charges. Ces problèmes, s'ils n'étaient pas identifiés à temps, pourraient causer des dépassements de budget importants sur certaines missions, des dommages dont le cabinet Solucom pourrait être tenu responsable mais qui font l'objet d'une assurance responsabilité civile professionnelle, et pourraient nuire à la réputation du cabinet.

5. Principales transactions avec les parties liées

Sur le premier semestre de son exercice 2011/12, Solucom n'a pas réalisé de nouvelles transactions avec des parties liées. Les transactions antérieures se sont poursuivies dans les mêmes conditions et sont mentionnées dans la note 25 de l'annexe des comptes semestriels consolidés.



Comptes consolidés

Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
CHIFFRE D'AFFAIRES	16	50 048	52 376	108 022
Autres produits de l'activité				
Achats consommés	17	1 709	1 269	3 426
Charges de personnel (y inclus participation)	18 & 19	36 439	37 482	75 987
Charges externes		6 799	5 231	12 882
Impôts et taxes		778	838	1 931
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions		226	385	1 198
Autres produits et charges courants	7	(12)	(23)	
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		4 090	7 183	12 621
Autres produits et charges opérationnels		(1)	-	-
RESULTAT OPERATIONNEL		4 089	7 183	12 621
Produits financiers	20	41	3	7
Coût de l'endettement financier brut	20	56	84	150
COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET	20	15	81	144
Autres produits et charges financiers	20	(8)	(13)	69
RESULTAT AVANT IMPOT		4 066	7 089	12 548
Charge d'impôt	21	2 048	2 886	5 612
RESULTAT NET DE LA PERIODE		2 018	4 202	6 935
Intérêts minoritaires				
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		2 018	4 202	6 935
Résultat net (part du groupe) par action (€) (1) (3)	22	0.41	0.86	1.42
Résultat net dilué (part du groupe) par action (€) (2) (3)	22	0.41	0.85	1.40

(1) Nombre moyen pondéré d'actions sur la période hors titres d'auto - contrôle

(2) Le nombre d'actions pour le résultat dilué intègre les options de souscription d'actions attribuées et non exercées

(3) Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30 septembre 2010 et au 31 mars 2011, sur la base du nombre d'actions au 30 septembre 2011.



Bilan consolidé

En milliers d'euros

	Note	30/09/2011	31/03/2011
ACTIF NON COURANT		30 910	31 018
Écarts d'acquisition	1	24 364	24 364
Immobilisations incorporelles	2	248	295
Immobilisations corporelles	3 & 4	2 407	2 430
Actifs financiers	5	686	648
Autres actifs non courants	7	3 205	3 280
ACTIF COURANT		51 200	53 736
Clients et comptes rattachés	8	33 942	33 617
Autres créances	8	5 768	6 092
Actifs financiers	5 & 8		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 & 9 & 14	11 490	14 027
TOTAL ACTIF		82 110	84 754

CAPITAUX PROPRES (PART DU GROUPE)		40 663	40 040
Capital	10	497	497
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10	11 219	11 219
Réserves et résultats consolidés		28 947	28 325
Intérêts minoritaires			
TOTAL CAPITAUX PROPRES		40 663	40 040
PASSIF NON COURANT		3 326	3 984
Provisions long terme	11 & 12	1 840	1 674
Passifs financiers (part à plus d'un an)	12 & 13 & 14	1 266	2 233
Autres passifs non courants	12	220	77
PASSIF COURANT		38 121	40 730
Provisions court terme	11 & 15	910	1 341
Passifs financiers (part à moins d'un an)	13 & 15	2 277	2 305
Fournisseurs et comptes rattachés	15	5 748	4 007
Dettes fiscales et sociales	15	23 594	28 712
Autres passifs courants	15	5 592	4 365
TOTAL PASSIF		82 110	84 754



Variation de trésorerie consolidée

En milliers d'euros

	Note	30/09/2011	31/03/2011
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 018	6 935
<i>Élimination des éléments non monétaires :</i>			
Dotations nettes aux amortissements et provisions		362	1 641
Charges / (Produits) liés aux <i>stock options</i> et assimilés			
Moins-values / (Plus-values) de cession, nettes d'impôt		38	7
Autres produits et charges calculés		100	92
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et après impôt		2 518	8 675
Écart de conversion sur la CAF			
Variation du besoin en fonds de roulement		(1 921)	1 163
Flux net de trésorerie généré par l'activité		597	9 838
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		(562)	(939)
Cession d'immobilisations		0	1
Variation des immobilisations financières		(577)	(475)
Incidences des variations de périmètre			0
Autres flux liés aux opérations d'investissement			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(1 139)	(1 413)
Augmentation de capital - Sommes reçues lors de l'exercice de <i>stock options</i>			
Rachat et revente par la société de ses propres titres			
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère		(1 031)	(937)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées			
Autres flux liés aux opérations de financement		(978)	(2 142)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(2 009)	(3 079)
Variation nette de trésorerie	14	(2 551)	5 346

Le montant des lignes de crédit non utilisées est de 6 117 milliers d'euros et correspond à :

- Refinancement de l'acquisition de la société Cosmosbay~Vectis : 6 000 milliers d'euros ;
- Financement des travaux d'aménagement des locaux de la Tour Franklin : 117 milliers d'euros ;

Le montant des impôts payés s'est élevé à 1 629 milliers d'euros au premier semestre 2011/12 et à 3 371 milliers d'euros au premier semestre 2010/11.

Le montant des intérêts versés s'est élevé à 63 milliers d'euros au premier semestre 2011/12 et à 73 milliers d'euros au premier semestre 2010/11.



Variation des capitaux propres

En milliers d'euros

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Écarts de conversion	Total capitaux propres
Capitaux propres consolidés au 31/03/2010	497	11 219	19 329	3 252	0	34 296
Résultat consolidé de l'exercice				4 202		4 202
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente						0
Ecarts actuariels IAS 19			(241)			(241)
Résultat net global			(241)	4 202		3 961
Affectation du résultat			3 252	(3 252)		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante						0
Distributions de l'entreprise consolidante			(936)			(936)
Actions propres			(16)			(16)
Retraitements de la provision pour attribution gratuite d'actions			(34)			(34)
Capitaux propres consolidés au 30/09/2010	497	11 219	21 354	4 202		37 271
Résultat consolidé de l'exercice				2 733		2 733
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente						0
Ecarts actuariels IAS 19			233			233
Résultat net global			233	2 733		2 966
Variation de capital de l'entreprise consolidante						
Distributions de l'entreprise consolidante			(1)			(1)
Actions propres			(371)			(371)
Retraitements de la provision pour attribution gratuite d'action			174			174
Variation des écarts de conversion						
Capitaux propres consolidés au 31/03/2011	497	11 219	21 389	6 935	0	40 040
Résultat consolidé de l'exercice				2 018		2 018
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente						
Ecarts actuariels IAS 19			(60)			(60)
Résultat net global			(60)	2 018		1 958
Affectation du résultat			6 935	(6 935)		0
Variation de capital de l'entreprise consolidante						
Distributions de l'entreprise consolidante			(1 030)			(1 030)
Actions propres			(519)			(519)
Retraitements de la provision pour attribution gratuite d'actions			214			214
Capitaux propres consolidés au 30/09/2011	497	11 219	26 929	2 018		40 663

Le montant du dividende distribué au cours du semestre s'élève à 0,21 euro par action soit au total 1 030 milliers d'euros. Les capitaux propres ne présentent aucun élément générant un impôt exigible. Le cumul des impôts différés actifs relatifs aux éléments comptabilisés dans les capitaux propres depuis l'origine, s'élèvent à 18 milliers d'euros et sont générés par les écarts actuariels de l'IAS 19.



GAINS OU PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros

	Note	30/09/2011	30/09/2010	31/03/2011
Résultat net		2 018	4 202	6 935
Mise à la juste valeur des actifs disponibles à la vente				
Écarts actuariels IAS 19		(60)	(241)	(8)
Total des produits et charges comptabilisés en capitaux propres		(60)	(241)	(8)
Résultat net global (Part du groupe)		1 958	3 961	6 927



Notes annexes aux états financiers consolidés

Solucom est une société anonyme de droit français soumise à l'ensemble des textes applicables aux sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Son siège social est situé Tour Franklin – 100/101 terrasse Boieldieu – 92042 Paris La Défense Cedex. La société est cotée au compartiment C d'Euronext Paris de NYSE Euronext.

Les états financiers consolidés ont été arrêtés par le directoire en date du 21 novembre 2011.

1. Principes et méthodes comptable

Tous les montants présentés dans l'annexe sont exprimés en milliers d'euros.

Principes de consolidation

Depuis le 01/04/05, les comptes consolidés de Solucom sont établis en application du référentiel international comptable IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et du Règlement européen 1606/2002 du 19/07/02. Ces normes sont constituées des IFRS, des IAS, ainsi que de leurs interprétations, qui ont été adoptées par l'Union Européenne au 30/09/11.

Les états financiers intermédiaires résumés du groupe Solucom portant sur la période de six mois close au 30/09/11 ont été préparés conformément à la norme IAS 34 " information financière intermédiaire ".

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au titre de l'exercice clos le 31/03/11. Les méthodes comptables retenues sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31/03/11.

En particulier, les normes IFRS de l'IASB et les interprétations de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (consultables sur le site internet de la Commission européenne http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) pour les exercices ouverts à compter du 01/04/11, ont été appliquées par le cabinet et n'ont pas entraîné de changement significatif sur les modalités d'évaluation et de présentation des comptes.

Les normes et interprétations adoptées par l'IASB ou l'IFRIC ou amendements appliqués par le cabinet sont :



- IAS 24 Révisé « Information relative aux parties liées »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 01/01/11. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 19/07/10.

- Amendements à IFRIC 14 « Paiements d'avance des exigences de financement minimal »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 01/01/11. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 19/07/10.

- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres »

Cette norme est entrée en vigueur pour les exercices ouverts à partir du 01/07/10. Ce texte a été adopté par l'Union Européenne le 23/07/10.

L'application de ces nouveaux textes n'a pas d'incidence significative sur les états financiers du cabinet Solucom.

Les normes et interprétations adoptées par lIASB ou lIFRIC, mais non encore adoptées par l'Union Européenne, n'ont pas donné lieu à une application anticipée. Le cabinet est en cours d'analyse des incidences éventuelles de ces textes sur ses comptes consolidés. Ainsi, conformément à l'option qui était offerte à Solucom, les textes n'ayant pas fait l'objet d'une application anticipée sont :

- IFRS 9 « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs financiers)

Cette norme entrera en vigueur à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne.

Amendement IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant les impôts différés

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/12. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne.

- Révision IAS 27 (2011) « Etats financiers individuels »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne.

- Révision IAS 28 (2011) « Participation dans des entreprises associées et dans des coentreprises»

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne.

- Amendements IFRS 7 « Informations à fournir – Transferts d'actifs financiers »



Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Ces amendements améliorent la compréhension d'opérations de transfert d'actifs financiers (par exemple, des titrisations) et imposent des informations complémentaires. Cette norme définit le contrôle comme la base pour la consolidation de toutes entités.

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Cette norme présente un modèle unique de consolidation qui identifie le contrôle comme étant la base pour la consolidation de toutes sortes d'entités.

- IFRS 11 « Partenariats »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Cette norme se concentre sur les droits et obligations de l'accord conjoint plutôt que sur sa forme légale.

- IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Cette norme intègre dans une seule norme les informations à fournir relatives aux participations dans des filiales, dans des accords conjoints, dans des entreprises associées et dans des entités structurées.

- IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne. Cette norme s'applique aux IFRS qui exigent ou permettent des évaluations à la juste valeur ou la communication d'informations sur la juste valeur sauf pour les transactions dont le paiement est fondé sur les actions (IFRS 2), les transactions de location selon IAS 17 « Contrats de location » et les évaluations qui ont des similitudes avec la juste valeur mais ne sont pas des justes valeurs, telles que la valeur nette de réalisation utilisée dans IAS 2 « Stocks » ou valeur d'utilité utilisée dans IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

- Amendement IAS1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/07/12. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne.

- Amendement IAS19 « Avantages du personnel »

Cette norme n'entrera en vigueur que pour les exercices ouverts à compter du 01/01/13. Ce texte n'a pas encore été adopté par l'Union Européenne



Modalités de première application des IFRS

Les plans d'options de souscription d'actions octroyés après le 07/11/02 n'ont pas été retraités dans la mesure où les droits étaient définitivement acquis au 01/04/04. Depuis cette date, aucun nouveau plan d'options de souscription ou d'achat d'actions n'a été octroyé.

Modalités de consolidation

La société Solucom est l'entreprise consolidante.

Les comptes des entreprises placées sous le contrôle exclusif de Solucom sont consolidés par intégration globale.

Solucom n'exerce d'influence notable ou de contrôle conjoint sur aucune entreprise. Solucom ne contrôle, directement ou indirectement, aucune entité ad hoc.

Les comptes des sociétés consolidées sont, le cas échéant, retraités afin d'assurer l'homogénéité des règles de comptabilisation et d'évaluation.

Les comptes des sociétés consolidées sont tous arrêtés au 30 septembre 2011.

Au 30 septembre 2011, les comptes consolidés intègrent l'ensemble des sociétés du groupe sur six mois.

Recours à des estimations

L'établissement des états financiers semestriels en conformité avec IAS 24 nécessite de procéder à des estimations et de formuler des hypothèses qui concernent l'évaluation des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que des informations données dans les notes annexes, notamment pour les chapitres suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur
- l'estimation de produits à recevoir ou de charges à payer
- la valorisation des paiements en actions
- la constatation d'impôt différé passif
- la reconnaissance du chiffre d'affaires sur les contrats au forfait

La problématique de la dette des états et de la chute des bourses durant l'été pourrait avoir des conséquences sur le comportement des clients. Le management reste vigilant aux signes d'un retournement possible du marché. Solucom évalue ses estimations et appréciations de façon continue



sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations. Les résultats futurs sont susceptibles de différer sensiblement en fonction d'hypothèse ou de condition différentes.

Information sectorielle

Le cabinet Solucom ne commercialisant qu'un unique type de prestations (prestations de conseil), l'ensemble de ces prestations étant soumis aux mêmes risques et générant des taux de rentabilité similaires, il n'a pas été défini de secteurs d'activités distincts. En outre, la quasi-totalité du chiffre d'affaires est réalisé en France.

Saisonnalité des comptes intermédiaires

Les seuls effets de saisonnalité résultent de la concentration de la prise de congés durant certains mois de l'année. Il s'agit des mois de juillet et août, ainsi que du mois de mai. L'impact de ces mois de forte prise de congés concerne donc le premier semestre de l'exercice de Solucom (avril - septembre). Ce phénomène n'a pas d'impact substantiel sur l'activité de Solucom, d'autant plus que son effet est relativement prévisible (impact comparable d'une année sur l'autre).

Autres précisions

- Chaque société du périmètre de consolidation constitue une unité génératrice de trésorerie car c'est le plus petit ensemble ayant des entrées de trésorerie indépendantes et cernables.
- Les durées d'amortissement généralement retenues sont les suivantes :
 - ▶ Logiciels : 3 ans
 - ▶ Installations et agencements : 6 ou 9 ans
 - ▶ Véhicules de tourisme : 4 ans
 - ▶ Matériel informatique : 3 ans
 - ▶ Mobilier de bureau : 9 ans
- Le taux d'actualisation retenu pour les dépôts et les cautionnements est de 2,62 %.
- Solucom détient des actions propres dans le cadre du programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale de ses actionnaires.
- Conformément à l'IAS 19 « Avantages aux personnels », les engagements résultant de régimes à prestations définies, ainsi que leur coût, sont évalués par des actuaires indépendants suivant des unités de crédit projetées. Le groupe n'a comme engagement que le versement d'indemnités de fin de carrière. Solucom n'a pas d'autres engagements à long terme ni d'indemnités de fin de contrat. Le taux d'actualisation pour la valorisation des droits est de 4,55% (source : iboxx AA).
- Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres.



- Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du semestre.
- La définition du résultat opérationnel courant est conforme à la recommandation du CNC 2009-R-03 du 2 juillet 2009.
- Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat a conduit à comptabiliser dès le 31/03/10 :
 - ▶ le montant total de la charge courante relative à la provision de la CVAE ;
 - ▶ les impôts différés relatifs aux différences temporelles existant à cette date, par contrepartie d'une charge nette au compte de résultat de la période. Cette charge d'impôt différé est présentée sur la ligne « charge d'impôt ».



2. Périmètre de consolidation

Composition du périmètre

Les comptes consolidés comprennent les comptes des sociétés suivantes :

Sociétés	% d'intérêt	Nationalité	Nombre de mois consolidés
Solucom	Sté mère	France	6
Idesys	100%	France	6
Solucom DV	100%	France	6
New'Arch	100%	France	6
KLC	100%	France	6
Cosmosbay~Vectis	95%	France	6

Toutes les sociétés ont été consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

3. Notes sur certains postes du bilan et du compte de résultat

Note 1 - Écarts d'acquisition à l'actif du bilan

(En milliers d'euros)	Valeur nette au 31/03/2011	Variation de périmètre	Diminution de l'exercice	Valeur nette au 30/09/2011
Idesys	5 111			5 111
Solucom DV	6 470			6 470
New'Arch	3 245			3 245
KLC	1 786			1 786
Cosmosbay~Vectis	7 752			7 752
Total	24 364			24 364

Conformément à la norme IAS36 «Dépréciation d'actifs», les écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au minimum une fois par an et dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur.

Solucom a identifié un indice de perte de valeur au 30 septembre 2011 concernant la société KLC, en perte d'exploitation de 78k€ sur la période. Un test de dépréciation a donc été effectué et a conduit à confirmer la valeur de l'écart d'acquisition relatif à KLC inscrit dans les comptes consolidés de Solucom.



Note 2 – Immobilisations incorporelles

Valeur brute	31/03/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2011
Logiciels	1 503		32	1	1 534
	Total	1 503	32	1	1 534

Amortissements	31/03/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2011
Logiciels	1 207		80	1	1 286
	Total	1 207	80	1	1 286

Total net	296		(48)		248
------------------	------------	--	-------------	--	------------

Aucune immobilisation incorporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété.



Note 3 – Immobilisations corporelles

Aucune immobilisation corporelle ne fait l'objet d'une restriction de propriété à l'exception des biens financés par un contrat de crédit-bail.

Valeur brute	31/03/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2011
Autres immobil. Corporelles	4 470		84	1	4 553
Autres immobil. En crédit-bail	2 448		218	38	2 628
Immobili. en cours			270	182	88
Total	6 918		571	221	7 268

Amortissements	31/03/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2011
Autres immobil. Corporelles	2 534		229	1	2 762
Autres immobil. En crédit-bail	1 954		145	-	2 099
Total	4 488		374	1	4 861
Total net	2 430		197	220	2 407



Note 4 – Crédit-bail

Valeur nette comptable par catégorie d'actifs :

Catégorie d'actifs	30/09/2011	31/03/2011
Matériels de bureau & informatique	529	494
Total	529	494

Impact sur le compte de résultat :

Compte de résultat	30/09/2011	31/03/2011
Amortissements comptabilisés	145	361
Pertes de valeur comptabilisées en charges		
Charges financières	9	19
Gains de valeur comptabilisés en produits		
Montant des redevances de l'exercice retraitées	160	388
Total	6	8

Redevances :

Redevances	30/09/2011	31/03/2011
Valeur d'origine des biens	2 628	2 448
Redevances versées :		
- au cours des exercices antérieurs	2 123	1 735
- au cours de l'exercice	160	388
Total	2 283	2 123
Redevances restant à payer :		
- à moins d'un an	263	274
- à plus d'un an et à moins de cinq ans	261	224
- à plus de cinq ans		
Total des redevances	524	497



<i>dont charges financières futures</i>	23	24
Valeur résiduelle en fin de contrat	26	24

Note 5 – Actifs financiers (non courants et courants)

Evolution sur le 1^{er} semestre 2011/12 :

(En milliers d'euros)	31/03/2011	Variation de périmètre	Augmentation	Diminution	30/09/2011
Dépôts et cautionnements	661	0	46	7	700
Instruments de couverture					
Titres disponibles à la vente					
Total	661	0	46	7	700

Aucune dépréciation des dépôts et cautionnements n'a été pratiquée au cours des trois derniers exercices.

Par échéance :

Dépôts et cautionnements	30/09/2011	31/03/2011
A moins d'un an (1)	13	13
A plus d'un an et à moins de cinq ans	392	370
A plus de cinq ans	294	278
Total	700	661

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances"



Impact sur le compte de résultat :

Impact de l'actualisation des dépôts	30/09/2011	31/03/2011
Valeur d'origine	783	776
Cumul des actualisations antérieures	122	111
Actualisation entraînant une charge	0	5
Actualisation entraînant un produit	39	1
Valeur nette comptable (1)	700	661

(1) Reclassé dans le poste "Autres créances" pour la partie à moins d'un an

Une hausse du taux d'actualisation des dépôts de garantie de 1% représenterait 28 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière contre, en cas de baisse du taux d'actualisation de 1%, une augmentation du résultat de 30 milliers d'euros.

Note 6 – Contrats de location simple

Échéancier au 30/09/2011 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	7 847	3 126	4 586	135
Total	7 847	3 126	4 586	135

Échéancier au 30/09/2010 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Loyers conditionnels de l'exercice	10 573	2 960	7 445	168
Total	10 573	2 960	7 445	168

Pour les baux immobiliers, la durée prise en compte correspond à celle qui court jusqu'à la dénonciation la plus proche possible des différents baux.



Note 7 – Autres Actifs non courants

Évolution au 1^{er} semestre 2011/12 :

Valeur brute	31/03/2011	Variation de périmètre	Variation	30/09/2011
Impôt différé actif	3 280		(75)	3 205
Total	3 280		(75)	3 205



Note 8 – Actif courant

Evolution au 1^{er} semestre 2011/12 :

Valeur brute	31/03/2011	Variation de périmètre	Variation	30/09/2011
Clients et comptes rattachés	33 637		307	33 944
Sous total "Clients et comptes rattachés"	33 637		307	33 944
Avances et acomptes versés	142		5	147
Créances sociales	235		(33)	202
Créances fiscales	3 985		(440)	3 545
Dépôts et cautionnements	13		-	13
Débiteurs divers	38		67	105
Charges constatées d'avance	1 682		74	1 756
Sous total "Autres créances"	6 095		(327)	5 768
Instruments financiers				
Actifs disponibles à la vente				
Sous total "Actifs financiers"				
Sicav monétaire – Équivalent de trésorerie	8 919		(747)	8 172
Disponibilités	5 108		(1 790)	3 318
Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"	14 027		(2 537)	11 490
Total	53 759		(2 557)	51 202

Dépréciation	31/03/2011	Variation de périmètre	Variation	30/09/2011
Clients et comptes rattachés	20		(18)	2
Sous total "Clients et comptes rattachés"	20		(18)	2
Débiteurs divers	3		(3)	-
Sous total "Autres créances"	3		(3)	-
Total	23		(21)	2



Net	31/03/2011	Variation de périmètre	Variation	30/09/2011
Sous total « clients et comptes rattachés »	33 617		325	33 942
Sous total "Autres créances"	6 092		(324)	5 768
Sous total "Actifs financiers"				
Sous total "Trésorerie et équivalents de trésorerie"	14 027		(2 537)	11 490
Total net	53 736		(2 536)	51 200

Le cabinet analyse ses créances clients au cas par cas, et constate les dépréciations sur une base individuelle en tenant compte de la situation du client et des retards de paiement. Aucune dépréciation n'est constatée sur une base globale.

Note 9 – Valeurs mobilières de placement

Nature des valeurs mobilières de placement	30/09/2011		
	Valeur au coût historique	Variation de juste valeur	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	8 153	19	8 172
Total	8 153	19	8 172

Nature des valeurs mobilières de placement	31/03/2011		
	Valeur au coût historique	Variation de juste valeur	Valeur à l'actif consolidé
Sicav monétaire - Équivalent de trésorerie	8 915	4	8 919
Total	8 915	4	8 919

Les SICAV monétaires sont évaluées au cours de bourse lors de chaque arrêté comptable.

Note 10 – Capital

Au 30 septembre 2011, le capital de la société mère Solucom est constitué de 4 966 882 actions entièrement libérées de 0,10 € chacune. Le nombre d'actions propres détenues au 30 septembre 2011 s'élève à 81 894 actions.



Par ailleurs, sur autorisation de l'Assemblée Générale, le Directoire de Solucom a décidé, lors de sa séance du 1^{er} juillet 2011, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice de cadres dirigeants du groupe. Ce plan prévoit l'attribution définitive d'actions gratuites à l'issue d'une période d'acquisition sous conditions de présence et d'investissement personnel du dirigeant en actions Solucom ; le nombre d'actions attribuées sera également fonction d'un critère de performance basé sur l'atteinte d'un niveau prédéfini du résultat opérationnel courant consolidé du groupe. En outre, le Directoire de Solucom a décidé, lors de cette même séance, de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre au bénéfice des membres du personnel salarié de Solucom ou du groupe ou de certaines catégories d'entre eux, dans le cadre du dispositif d'épargne salariale mis en place chez Solucom.

La constatation des avantages respectifs correspondant à chacun des plans ainsi accordés aux bénéficiaires a fait l'objet d'une dotation spécifique et d'un impact en capitaux propres dans les comptes au 30 septembre 2011.

Note 11 – Provisions

Les provisions sont constituées essentiellement d'indemnités de départ à la retraite ayant fait l'objet d'une évaluation de la part d'un actuaire indépendant, ainsi que de litiges prud'homaux évalués en fonction des demandes et du stade de la procédure et, le cas échéant, de provision pour risques clients.



(En milliers d'euros)	31/03/11	Variation de périmètre	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise		30/09/11
					Utilisées	Non utilisées	
Provisions court terme							
Provisions pour risques	1 262			129	386	145	861
Provisions pour pénalités	79				4	25	50
Provisions pour charges							
Total	1 341			129	390	170	910
Passif long terme							
Provisions pour IFC	1 674			189	23	-	1 840
Provisions pour risques							
Total	1 674			189	23	-	1 840
Total	3 015			318	413	170	2 750

Impact des provisions sur le résultat au 30/09/2011 :

(En milliers d'euros)	Variation des impôts différés	Augmentation	Reprise	
			Utilisées	Non utilisées
Résultat opérationnel courant		258	413	170
Résultat opérationnel				
Total		258	413	170



Note 12 – Passif non courant

Évolution au 1^{er} semestre 2011/12 :

Valeur brute	31/03/2011	Variation de périmètre	Variation	30/09/2011
Provisions long terme	1 674		166	1 840
Dettes financières (Crédit-bail à + d'un an)	224		37	261
Dettes financières (Emprunts à + d'un an)	2 009		(1 004)	1 005
Dettes diverses				
Dettes fiscales	77		143	220
Impôts différés Passifs				
Total	3 984		(658)	3 326

Note 13 – Passifs financiers (non courants et courants)

Évolution au 1^{er} semestre 2011/12 :

(En milliers d'euros)	Montant au 31/03/2011	Variation de périmètre	Variation	Montant au 30/09/2011
Part à plus d'un an	2 233		(967)	1 266
Dettes financières (Crédit-bail à + d'un an)	224		37	261
Emprunts auprès d'établissements de crédit (+ d'un an)	2 009		(1 004)	1 005
Part à moins d'un an	2 305		(29)	2 277
Emprunts auprès d'établissements de crédit	2 009			2 009
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes financières (Crédit-bail)	274		(12)	263
Concours bancaires courants	5		(1)	4
Intérêts courus non échus	17		(16)	1
Total	4 538		(996)	3 543



Par taux :

(En milliers d'euros)	Au 30/09/2011		Au 31/03/2011	
	Taux fixe	Taux Variable	Taux fixe	Taux Variable
Passif non courant	261	1 005	224	2 009
Passif courant	268	2 009	296	2 009
Total	529	3 014	520	4 018

Compte tenu du niveau d'endettement du groupe et des taux contractuellement fixés, une hausse du taux de l'EURIBOR 6 mois de 1% représenterait 25 milliers d'euros de baisse du résultat pour une année entière contre, en cas de baisse de ce même taux de 1%, une augmentation du résultat de 25 milliers d'euros.

Par échéance au 30/09/2011 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Passif non courant	1 266		1 266	
Passif courant	2 277	2 277		
Total	3 543	2 277	1 266	

Par échéance au 31/03/2011 :

(En milliers d'euros)	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Passif non courant	2 233		2 233	
Passif courant	2 305	2 305		
Total	4 538	2 305	2 233	

Les sûretés accordées en garantie de ces emprunts sont décrites en note 24.

Les emprunts n'ont fait l'objet d'aucun défaut de remboursement au cours de la période et aucun covenant n'est attaché à cet endettement.



Note 14 – Endettement financier net

Au 30/09/11	Total	A moins d'un an	A plus d'un an et à moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 014	2 009	1 005	
Emprunts liés au retraitement des contrats de crédit-bail mobilier	524	263	261	
Emprunts et dettes financières	1	1		
Emprunts et dettes financières	3 539	2 273	1 266	
Concours bancaires courants	(4)	(4)		
Équivalents de Trésorerie à la valeur historique	8 153	8 153		
Disponibilités	3 318	3 318		
Trésorerie nette des découverts (1)	11 467	11 467		
Mise à la juste valeur des équivalents de trésorerie	19	19		
Trésorerie nette consolidée	11 486	11 486		
Endettement financier net	(7 947)	(9 213)	1 266	

(1) cf tableau de variation de trésorerie

Note 15 – Passif courant

Toutes les dettes sont libellées en euros.

(En milliers d'euros)	31/03/2011	Variation de périmètre	Variation	30/09/2011
Provisions court terme	1 341		(431)	910
Passifs financiers (part à moins d'un an)	2 305		(29)	2 276
Fournisseurs	4 007		1 741	5 748
Avances et acomptes reçus / com.	512		278	790
Dettes sociales	17 434		(3 893)	13 541
Dettes fiscales	10 763		(710)	10 053
Fournisseurs d'immobilisations	351		(140)	211
Dettes fiscales (IS)	515		(515)	0



Dettes diverses	1 045		938	1 983
Produits constatés d'avance	2 457		151	2 608
Total	40 730		(2 609)	38 121

Note 16 – Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est quasi-exclusivement réalisé en France.

Note 17 – Achats consommés

(En milliers d'euros)	30/09/2011	30/09/2010
Achats de sous-traitance	1 709	1 268
Autres achats consommés	0	1
Total	1 709	1 269

Note 18 – Charges de personnel

(En milliers d'euros)	30/09/2011	30/09/2010
Salaires et traitements	24 437	25 650
Charges sociales	12 001	11 832
Total	36 439	37 482



Effectif moyen en ETP	30/09/2011	30/09/2010
Ingénieurs et cadres	851	886
Employés	36	38
Total	887	924

Note 19 – Rémunération des dirigeants

(En milliers d'euros ou en nombre)	30/09/2011	30/09/2010
Rémunérations des membres du Directoire	186	194
Rémunérations des membres du Conseil de Surveillance	38	21
Autres rémunérations perçues		
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat		
Paiements en actions		
Nombre de stocks options détenues par les dirigeants		

Note 20 – Résultat financier

(En milliers d'euros)	30/09/2011	30/09/2010
Produits nets sur cession des équivalents de trésorerie	26	3
Intérêts des emprunts	(56)	(84)
Variation de la juste valeur des équivalents de trésorerie	15	
Coût de l'endettement net	(15)	(81)
Variation de la juste valeur des autres actifs financiers	(8)	(13)
RESULTAT FINANCIER	(23)	(94)



Note 21 – Impôts sur les sociétés

Effet net des impôts sur le résultat :

(En milliers d'euros)	30/09/2011	30/09/2010
Charges d'impôts courants	1 936	2 998
Impôts différés	112	(112)
Total	2 048	2 886

Au 30 septembre 2011, le montant des impôts différés à plus d'un an s'élève à 2 484 milliers d'euros.

Tous les impôts différés générés par les opérations de la période ont fait l'objet d'une comptabilisation, à l'exception de ceux provenant de Cosmosbay~Vectis. En effet, même si le redressement de la rentabilité de cette société se confirme, conformément aux objectifs fixés, son résultat net ressort encore en perte au 30/09/11. Par prudence, compte tenu du délai théoriquement nécessaire à l'absorption des déficits reportables de Cosmosbay~Vectis figurant à l'actif du bilan consolidé à l'ouverture de l'exercice (1 890 milliers d'euros), il a été décidé, depuis l'exercice clos le 31/03/11, de ne pas activer d'impôts différés supplémentaires au titre de cette filiale. Pour autant, les prévisions de cash-flows de cette société établies pour les années à venir sur la base d'hypothèses réalistes, ne conduisent pas à remettre en cause le caractère recouvrable de l'impôt différé actif préexistant.

Par ailleurs, la loi de finances pour 2010 en France a supprimé la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions à savoir la cotisation des entreprises (CFE), et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

Conformément à l'avis du CNC du 14 janvier 2010, Solucom a opté pour la comptabilisation de la CVAE en impôt sur le résultat à compter de 2010. Le montant de la CVAE comptabilisé dans la ligne « Impôt sur le résultat » s'élève à 710 milliers d'euros au 30/09/11 contre 662 milliers d'euros au 30/09/10. L'impôt différé passif lié à la CVAE s'élève à 25 milliers d'euros et l'impôt différé actif lié à la CVAE s'élève à 1 millier d'euros.

Note 22 – Résultat dilué par action

Résultat par action	30/09/2011	30/09/2010
Résultat des entreprises net (part du groupe)	2 018	4 202
Résultat sur chiffre d'affaires	4.0%	8.0%
Nombre moyen pondéré de titres en circulation (1)	4 884 988	4 884 988



Résultat net part du groupe par action	0.41	0.86
Nombre de titres émis au 30 septembre	4 966 882	4 966 882
Nombre de titres potentiels - Stocks options	0	0
Total nombre de titres émis et potentiels	4 966 882	4 966 882
Résultat net part du groupe dilué par action	0.41	0.85

(1) Hors titres d'autocontrôle

Conformément à IAS 33, un retraitement rétrospectif a été réalisé pour le calcul des résultats nets par action au 30 septembre 2010, sur la base du nombre d'actions au 30 septembre 2011.

Note 23 – Instruments financiers

Solucom détient les instruments financiers suivants :

- des placements de SICAV de trésorerie, exclusivement indexées sur l'EONIA ne recélant aucun risque identifié,
- ses actions propres.

Note 24 – Engagements hors bilan

Par catégorie :

Engagements hors bilan	30/09/2011	31/03/2011
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	22 182	22 182
- <i>dont actions de filiales nanties</i>	22 182	22 182
Avals, cautions et garanties données	0	0
- <i>dont cautions données en garantie d'emprunt</i>	0	0
Autres engagements donnés	7 847	9 419
- <i>dont locations simples</i>	7 847	9 419
Avals, cautions et garanties reçues	6 117	7 482
- <i>dont cautions et garanties bancaires reçues en garantie de clause de garantie de passif</i>	0	1 249

Par échéance :

Le nantissement des titres de filiales concerne les actions Solucom DV, New'Arch et Cosmosbay~Vectis.



Pour les échéances des engagements donnés pour les locations simples se reporter à la note 6 – Contrats de location simple.

Les cautions et garanties bancaires reçues (6 117 milliers d'euros) l'ont été en garantie :

- d'ouvertures de crédit consenties dans le cadre de l'acquisition de la société Cosmosbay~Vectis à hauteur de 6 000 milliers d'euros et de financement de travaux de réaménagement des locaux (117 milliers d'euros).

Note 25 – Parties liées

Solucom n'a réalisé aucune nouvelle transaction significative avec des intermédiaires susceptibles d'être considérées comme « *parties liées* » au sens de la norme IAS 24.9.

Note 26 – Facteurs de risques

Les facteurs de risques tels que présentés dans le document de référence publié par le cabinet Solucom et déposé auprès de l'autorité des marchés financiers n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé. Voir le point 4 du rapport semestriel d'activité 2011.

Note 27 – Informations postérieures à la clôture

Aucun événement intervenu après la date de clôture ne vient modifier la lecture des comptes semestriels du 30 septembre 2011.



Note 28 – Liste des sociétés consolidées

Société	Siège	N° SIRET	Forme juridique	Pays
Solucom	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	377550249 00041	SA	France
Idesys	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	381150879 00058	SAS	France
Solucom DV	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	423049162 00062	SAS	France
New'Arch	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	480157585 00021	SAS	France
KLC	Tour Franklin 100-101 Terrasse Boieldieu 92042 La Défense Cedex	378669642 00035	SAS	France
Cosmosbay~Vectis	Le Parc de Villeurbanne 107 Bd Stalingrad 69628 Villeurbanne Cedex	349062430 00062	SA	France



Rapport des Commissaires aux Comptes

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Solucom, relatifs à la période du 1^{er} avril 2011 au 30 septembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.



Paris et Neuilly-sur-Seine, le 29 novembre 2011

Les Commissaires aux Comptes

SLG EXPERTISE

Constantin Associés

Arnaud BERNARD

Laurent LÉVESQUE

